

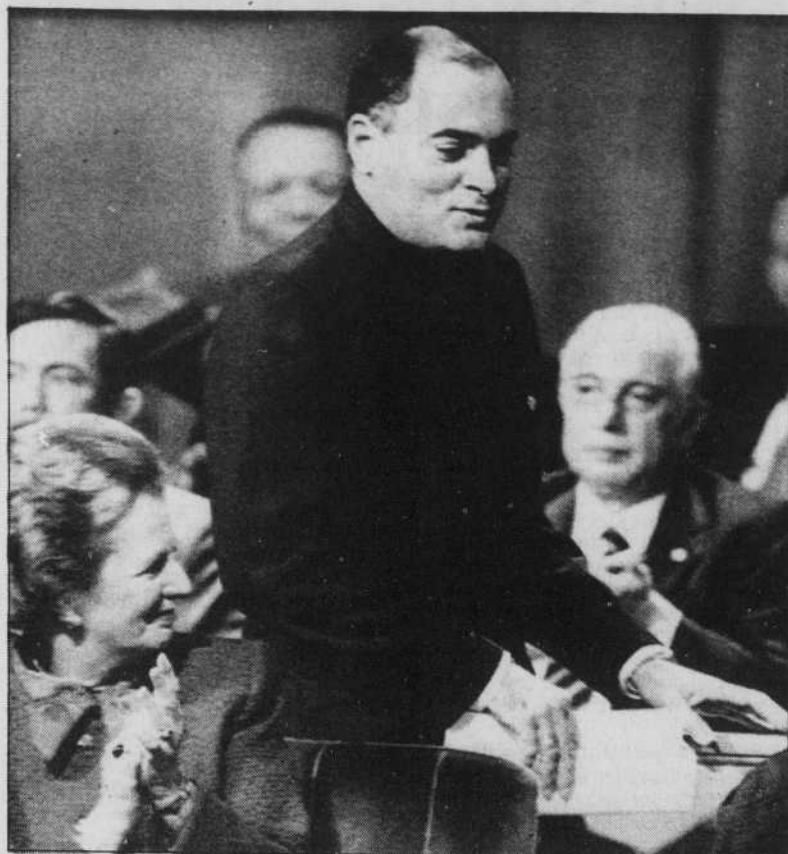


Photo CP
Margaret Thatcher a applaudi Rajiv Gandhi seulement lorsque ce dernier s'est rendu au podium pour s'adresser aux participants du Sommet du Commonwealth, hier, à Vancouver.

À propos de l'apartheid et des îles Fidji

Affrontement Thatcher-Gandhi

■ Mulroney croit le Commonwealth menacé

MICHEL VASTEL

VANCOUVER — Tandis que le président de Zambie, Kenneth Kaunda, parlait de la détérioration de la situation politique dans le sud du continent africain, l'Inde et la Grande-Bretagne ont pris des positions irréconciliables sur les deux grandes questions qui préoccupent le Commonwealth: le régime de l'apartheid et le coup d'État aux îles Fidji.

Le président de cette 28^{ème} réunion du Commonwealth, Brian Mulroney, n'a pas caché les préoccupations qui lui inspirent les divisions internes de l'organisation: « nous devons chercher le plus grand terrain

d'entente possible sur la question de l'apartheid en Afrique du Sud, qui menace les fondements mêmes de notre organisation ».

C'était hier matin l'ouverture officielle du Sommet de Vancouver, avec les sept discours télévisés de M. Mulroney et du Secrétaire général Shridath Ramphal, du président de Zambie et des premiers ministres des Samoa occidentales, de Grande Bretagne, des îles Saint Vincent et Grenadines, et de l'Inde. Il s'agit de la seule session publique des 46 délégations du Commonwealth présentes à Vancouver, mais les discours ont d'ores et déjà permis de dégager les points de désaccord et les éléments de consensus:

■ le premier ministre Rajiv Gan-

dhi a durci le ton avec l'Afrique du sud en affirmant que « le dialogue n'est plus possible: de nouvelles sanctions sont nécessaires pour mettre fin à l'apartheid tout en évitant un bain de sang... Vancouver doit permettre un autre pas en avant et notre détermination à mettre fin au racisme en Afrique du Sud n'est pas négociable ». Mais Mme Thatcher qui rejetait déjà le train de mesures adoptées à Londres l'an dernier, refuse toute forme de représailles qui frappent davantage, selon elle, la majorité noire que la minorité blanche dans ce pays.

■ Londres a également fait savoir qu'il s'opposerait à l'exclusion des îles Fidji du Commonwealth, de

Voir page 12: Affrontement



Alfonsín viendra au Canada en novembre

CLÉMENT TRUDEL

À l'invitation du gouvernement canadien, le président de l'Argentine, Raul Alfonsín, effectuera une brève visite au Canada du 3 au 5 novembre prochains.

L'ambassade d'Argentine à Ottawa a confirmé la visite de M. Alfonsín, hier, en ajoutant que le programme de trois jours du président argentin au Canada était « presque complet » et qu'il serait dévoilé dans quelques jours à Ottawa et à Buenos Aires.

L'on sait déjà que le visiteur s'entretiendra avec la gouverneure générale, Mme Jeanne Sauvé, et le premier ministre Brian Mulroney.

Les trois étapes principales de ce court voyage sont: Québec, Ottawa et Toronto. Les gouverneurs généraux du Québec et de l'Ontario, ainsi que les premiers ministres Robert Bourassa et David Peterson auront eux aussi l'occasion de s'entretenir avec M. Alfonsín. Il y a plus de 25 ans qu'un chef d'État argentin a été reçu officiellement au Canada. Au début des années 60, M. Arturo Frondizi avait été l'hôte du Canada. Depuis, aucun chef d'État en provenance de Buenos Aires n'avait repris la voie du pays d'Amérique situé le plus au Nord.

L'Argentine, comme le Canada, est un important producteur de céréales. Les échanges commerciaux entre les deux pays ne sont pas très élevés.

Voir page 12: Alfonsín



Photo CP
L'avocat Frank McKenna devient le nouveau premier ministre du Nouveau-Brunswick.

Les conservateurs n'ont plus de sièges

Les libéraux raflent le N.-B.

FREDERICTON (PC) — Dirigés par l'avocat Frank McKenna, les libéraux ont mis fin à 17 ans de régime conservateur au Nouveau-Brunswick, hier, en délogeant le gouvernement de Richard Hatfield d'une façon spectaculaire, raflant tous les sièges de l'Assemblée législative.

« Vous êtes en présence de l'homme le plus heureux du Nouveau-Brunswick », a lancé M. McKenna à ses partisans, après la victoire.

À l'intention de son adversaire, il a ajouté: « M. Hatfield a consacré 17

ans de sa vie à cette province. Pour cela, il mérite notre respect et notre gratitude ».

Survenant après la victoire libérale en Ontario, ce nouveau gain porte maintenant à quatre le nombre de provinces dirigées par des libéraux, les deux autres étant le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard.

À la dissolution de l'Assemblée législative, il y avait 37 conservateurs, 20 libéraux et un néo-démocrate. Il y a maintenant 58 libéraux.

Une heure à peine après la fermeture des bureaux de scrutin, les libé-

raux étaient déjà élus ou en tête dans toutes les circonscriptions.

M. Hatfield a été battu dans son propre comté par le candidat libéral Allison DeLong. M. Hatfield a reçu 934 votes de moins.

Le leader néo-démocrate George Little a lui aussi été défait par son adversaire libéral.

« Comme leader du parti, a déclaré M. Hatfield en apprenant la défaite des conservateurs, j'accepte la pleine responsabilité ».

C'est la plus grande victoire poli-

Voir page 12: Les libéraux



Photo CP
Exit Richard Hatfield après 17 ans au titre de premier ministre conservateur.

Le contingentement des internes en région

Québec a fait preuve de discrimination à l'égard de médecins « étrangers »

■ La Cour d'appel annule le règlement

BERNARD MORRIER

Le gouvernement du Québec, vu les besoins de plus en plus pressants, était sans doute justifié en août 1984 de porter de 30 à 50 le nombre de médecins « étrangers » pouvant occuper des postes d'internes en régions mais il ne pouvait cependant pas imposer aux 20 nouveaux admis des obligations différentes de celles existant pour les 30 autres mis en place dans les années antérieures.

Aussi, toute la décision ministé-

rielle à cet effet vient-elle d'être déclarée nulle et sans effet par un jugement unanime de la Cour d'appel du Québec.

Le requérant, le Dr Andrew Dlugosz, un citoyen canadien d'origine polonaise, qui a complété ses études de médecine à Varsovie, avait demandé à exercer son droit de pratique au Québec. Il réussit ainsi à passer l'examen d'évaluation de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, puis sollicitait son inscription comme interniste rotatoire, selon les exigences requises

par l'organisme. Il y fut refusé par le comité de sélection après l'étude de son dossier, à cause du « nombre important de candidatures (155) et la sévérité du contingentement » d'alors.

Devant ce refus, il avait notamment contesté la politique de contingentement du gouvernement, de même que certaines obligations imposées aux médecins venant d'universités autres que canadiennes ou américaines. La Cour supérieure avait conclu que les décisions du cabinet

Voir page 12: Québec

Oscar Arias reçoit le Nobel de la paix



Photo AP
Oscar Arias

SAN JOSE (AFP) — Le président du Costa Rica, M. Oscar Arias, lauréat du Prix Nobel de la Paix pour 1987, a déclaré hier à San Jose qu'il partageait moralement la récompense avec ses homologues d'Amérique centrale, signataires du plan de paix pour lequel le comité Nobel norvégien l'a choisi.

M. Arias a invité ses collègues d'Amérique centrale (Honduras, Nicaragua, Salvador et Guatemala) « à redoubler d'efforts et à ne pas se décourager », dans la lutte pour la paix dans la région.

Dans une allocution prononcée au siège de la présidence M. Arias, entouré de son gouvernement, a déclaré que « 25 millions d'habitants d'Amérique centrale attendaient avec anxiété la paix ».

« Maintenant plus que jamais, nous ne pouvons nous permettre

Voir page 12: Arias

Les Soeurs grises sont toujours au service des démunis

Nées à Montréal il y a 250 ans

MARIE LAURIER

Avec une fidélité et un dévouement qui ne se démentent pas depuis 250 ans, les Soeurs de la Charité de Montréal, mieux connues sous l'humble vocable de « Soeurs Grises » poursuivent l'oeuvre de leur fondatrice, la Bienheureuse Marguerite d'Youville, en plein coeur de Montréal.

Aussi est-ce avec une bien légitime fierté que les 1,100 religieuses restantes célébreront ces prochains mois ce double centenaire et demi au service des pauvres, des démunis, des itinérants, des femmes battues dans la métropole. Tout en souhaitant ardemment que ces festivités

soient éventuellement couronnées par la canonisation de Mère d'Youville proclamée Bienheureuse en 1959. Elle deviendrait ainsi la première sainte québécoise et canadienne.

« Ce serait le plus grand honneur et le plus extraordinaire témoignage de reconnaissance à rendre à notre communauté, de commenter hier Mère Marguerite Létourneau, supérieure générale des Soeurs Grises. Et aussi une façon de perpétuer la mémoire de celle qui fut une magicienne des gens mal-pris, une femme de génie au Canada, la mère des sans-abri, une inspiratrice pour toutes les générations anciennes et actuelles de montréalais. Car son message d'amour pour autrui reste toujours

aussi percutant. »

Le dossier de la canonisation de la religieuse est à l'étude présentement et Mère Létourneau affirme que son intercession a déjà généré de multiples « grâces, faveurs et guérisons » qu'il reste à défendre au plan médical et spirituel. L'épiscopat canadien approuvait récemment à l'unanimité de présenter à Rome une demande officielle de canonisation de la bienheureuse. Joint par LE DEVOIR hier, Mgr André Cimichella, évêque auxiliaire de Montréal et promoteur des causes de canonisation, faisait la réserve suivante: « La sainteté de Mère d'Youville ne peut être reconnue que le jour où un miracle ou des miracles pouvant lui être attribués sont reconnus ».

Voir page 12: Nées



Photo Jacques Grenier
Soeur Marguerite Létourneau, supérieure générale des Soeurs de la Charité de Montréal et Marguerite d'Youville dont le monument s'élève dans la cour de la maison des Soeurs grises dans le Vieux-Montréal.

AUJOURD'HUI

UN MISSILE FRAPPE BAGDAD

Trente-deux personnes sont tuées à Bagdad par un missile iranien. **Page 5**

YVES VOLEL ASSASSINÉ

Candidat à la présidence en Haïti, Vollel est assassiné à Port-au-Prince. **Page 6**

LES BUREAUX SE LOUENT BIEN

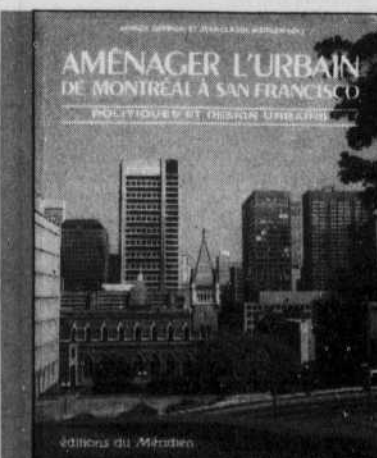
Le taux de vacance des immeubles à bureau du centre-ville de Montréal est tombé à 8,2 %. **Page 7**

NICOLE FILION QUITTE LE TPQ

Directrice artistique du Théâtre Populaire du Québec depuis huit ans, Nicole Filion, abandonne son poste. **Page 13**

LES CARDS NE SONT PAS FINIS

John Tudor et Todd Worrell ont uni leur efforts, hier soir, pour vaincre les Giants 1-0 et les forcer à disputer un match décisif, ce soir. **Page 24**



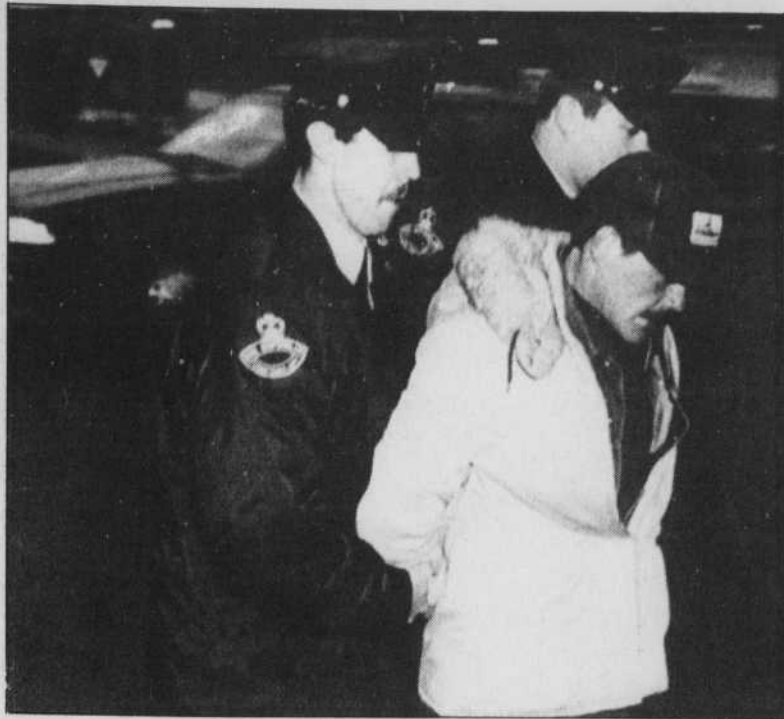
AMÉNAGER L'URBAIN de Montréal à San Francisco

Politiques et design urbains
Publié sous la direction de
Annick Germain et Jean-Claude Marsan

En vente chez votre libraire
193 pages illustrées, 19,5 cm x 25 cm
29,95 \$ (édition reliée: 49,95 \$)

Méridien ÉDITIONS DU MÉRIDIAN
1980, rue Sherbrooke ouest, bureau 520
Montréal (Québec) H3H 1E8 Tél.: (514) 932-9037





Un postier est arrêté à Terre-Neuve au cours d'une bousculade. Photo AP

Aux Postes

La loi tarde et la violence s'accroît

(PC-Le Devoir) — Le débat a repris hier aux Communes sur un projet de loi ordonnant le retour au travail des 23.000 postiers, pendant que sur les lignes de piquetage, la tension montait encore d'un cran entre les grévistes et les briseurs de grève.

À Ottawa, le président du Syndicat national des postiers, M. Jean-Claude Parrot, a refusé de dire s'il défierait ou non la loi spéciale mais s'il ressort quelque indication des propos qu'il a tenus hier, c'est qu'il se conformera à la loi.

Le gouvernement conservateur tente d'accélérer l'adoption du projet de loi mais ses négociations avec l'opposition à ce sujet n'avaient produit aucun résultat hier de sorte que la loi pourrait ne pas être votée avant vendredi. À moins que l'intensification de la violence sur les lignes de piquetage ne fasse changer d'idée libéraux et néo-démocrates.

Depuis que les grèves tournantes se sont transformées en grève générale, jeudi soir, les briseurs de grève affrontent des lignes de piquetage plus denses. La Société des Postes a riposté en multipliant les requêtes en injonction pour limiter le nombre de piqueteurs.

Ce fut notamment le cas à Toronto et Windsor ainsi qu'à Vancouver et Victoria en Colombie-Britannique. À ces deux derniers endroits, la Société des Postes estime ne pas avoir obtenu un très bon appui des policiers, et cela avant que les forces policières ne soient mobilisées pour assurer la sécurité au Sommet du Commonwealth.

« Cela a été un problème pour nous dès le début. Il n'y a pas eu beaucoup

d'appui des policiers », déclarait hier un porte-parole de la Société des Postes.

À Guelph en Ontario, une représentante syndicale a été conduite à l'hôpital après avoir été frappée par un camion de briseurs de grève.

À Saint-Jean (Terre-Neuve), un gréviste a été arrêté après qu'une bagarre eut éclaté lorsque la police a escorté les facteurs à l'intérieur du centre de tri. À Montréal, tout a été tranquille.

« La Société des Postes recherche la violence », estime le vice-président du Syndicat des postiers, M. Darrell Tingley.

Les négociations sont rompues entre les parties. Le litige porte sur le programme de privatisation des comptoirs postaux de la Société d'État, qui entraînera la perte à moyen terme des meilleurs emplois aux postes. La Société garantit les emplois des postiers pour la durée de la convention collective mais le syndicat exige le maintien d'un plancher d'effectifs pour l'avenir.

Le projet de loi que s'apprête à adopter le gouvernement pour forcer le retour au travail des grévistes oblige les parties à négocier durant trois mois, au terme desquels un arbitre imposera un règlement.

Le projet de loi stipule que le règlement devra prendre en compte les principes du rapport du conciliateur Claude Foisy, rapport qui a plu à la Société mais non au Syndicat.

Enfin, sur la qualité du service postal, les avis divergent. Le Syndicat maintient qu'il est sérieusement perturbé mais la Société persiste à dire que tout va bien,

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Affrontement

même qu'en 1961 on avait fait savoir à l'Afrique du Sud qu'elle ne serait pas réadmise avant d'avoir mis fin à un régime politique basé sur la discrimination raciale : « nous n'avons pas le droit de demander aux membres du Commonwealth de partager les mêmes idéaux politiques ni de conduire leurs affaires de façon uniforme », a prévenu Mme Thatcher. Le premier ministre de l'Inde avait par contre été le seul à faire directement référence au coup d'État du colonel Rabuka, le présentant comme « un aventurier qui a choqué le monde entier par sa façon cavalière de rejeter la démocratie et de glorifier la vieille doctrine de la discrimination raciale ».

■ La question de l'aide aux pays de première ligne semble rapprocher les membres du Commonwealth encore que plusieurs délégations au sommet de Vancouver s'opposent à toute forme d'aide militaire. Mme Thatcher a par contre souhaité la bienvenue aux « observateurs » du Mozambique, un voisin de l'Afrique du Sud dont on souhaiterait qu'il resserre davantage encore ses liens avec le Commonwealth : c'est en effet les infrastructures de ce pays, en particulier les ports de Maputo et Beira, dont le monde a besoin pour faire parvenir son aide matérielle directement aux pays comme le Botswana, le Zimbabwe ou la Zambie.

■ La création d'une université sans murs, sur le même modèle que celle qui a été créée à Québec pour les pays francophones, fait au moins l'unanimité et on sait déjà qu'elle sera basée en Colombie-Britannique et que les universités de l'Alberta y feront une contribution importante.

Le président de la Zambie a pour sa part longuement rendu hommage aux efforts personnels de M. Mulroney pour mettre fin au régime de l'apartheid et améliorer l'aide aux pays en développement de l'Afrique. M. Kaunda a souligné l'importance du voyage en Afrique du premier ministre canadien, de même que ses efforts pour réunir les pays de la francophonie, pour la plupart africains.

Le sommet du Commonwealth est le deuxième à se tenir au Canada - le premier s'était tenu en 1973 à Ottawa - et les délégations sont particulièrement enchanées de la réception qui leur est réservée. Outre que les manifestants ont disparu des rues de Vancouver hier, le site, en bord de mer et au pied des montagnes, est grandiose et le temps est au beau fixe depuis plusieurs jours. En outre, l'un des sept chefs d'État ou de gouvernement à prononcer un discours à la séance inaugurale, le premier ministre des Îles Saint-Vincent-et-Grenadines, a été élevé en Colombie-Britannique et s'est permis de souhaiter la bienvenue à M. Mulroney dans « sa » ville, d'où il est parti il y a trente ans !

Les politesses de la cérémonie d'ouverture n'ont malgré tout pas permis de faire oublier les profondes divergences qui séparent, cette année plus que jamais, les membres du Commonwealth. Dès la fin de la matinée hier, les chefs d'État et de gouvernement se sont retirés pour une session privée sur laquelle rien n'avait encore transpiré à 21 heures hier soir (heure de l'Est). On sait seulement que le Sommet Gorbatchev-Reagan et la perspective d'un accord sur la limitation des armes nucléaires en Europe sera soulignée par le Commonwealth comme un pas important vers le désarmement. Le Secrétaire général du Commonwealth, Shridath Ramphal, souhaite également que cette session donne lieu à un « déblocage » sur la question du dialogue Nord-Sud, en particulier sur tout le problème de l'endettement des pays en développement.

Comme on le sait déjà, le Canada va confirmer qu'il élimine la dette au titre de l'Aide au développement de sept autres pays africains, portant ainsi à trois-quarts de milliards de dollars les remises de dettes aux pays les plus pauvres d'Afrique cette année.

La Grande-Bretagne, qui semble avoir décidé de s'en priver ouvertement au Canada - un peu comme la France prenait ombrage à Québec des générosités du gouvernement Mulroney pour les pays de l'Afrique francophone - a une fois de plus relancé la guerre des chiffres. Londres souligne en effet qu'au cours des cinq dernières années, l'aide directe ou multilatérale de la Grande-Bretagne aux États du sud de l'Afrique totalisait 1,6 milliards de dollars US.

Ce n'est que ce matin que le sommet se penche sur la question sud-africaine, à la suite d'un discours très attendu du premier ministre Mugabe, du Zimbabwe. Ce sera l'heure de vérité pour une organisation dont la cohésion et la crédibilité sont de plus en plus menacées.

Mme Margaret Thatcher a beau en effet faire état de sa « répulsion » pour le « détestable système de l'apartheid » et affirmer qu'il « doit disparaître », elle sent manifestement le désarroi de ses collègues du Commonwealth devant le peu de résultats obtenus et entend manifestement en profiter pour empêcher toute escalade des sanctions contre l'Afrique du sud. « Chacun a droit à ses propres opinions et... la tolérance, c'est pour tout le monde » a lancé la première ministre de Grande-Bretagne.

Quant au premier ministre Mulroney, qui se comporte davantage en président de séance qu'en chef de la délégation canadienne, a affirmé au nom de ses 45 collègues du Commonwealth : « nous sommes tous prêts à user de persuasion morale et à prendre au besoin des sanctions et d'autres mesures pour hâter la fin de l'apartheid ».

◆ Nées

tribus auront été authentifiés par l'ordinaire du lieu, en l'occurrence l'évêque du diocèse d'origine de la candidate, Mgr Bernard Hubert, de Saint-Jean-Longueuil. Mais le fait que l'épiscopat canadien ait accepté de promouvoir la cause de Mère d'Youville est évidemment un appui très stimulant dans les circonstances.

Née Marguerite de Lajemmerais à Varennes (Québec) en 1701, épouse de François d'Youville, « homme brutal et égoïste », mère de six enfants (quatre moururent en bas âge et les deux autres devinrent prêtres), devenue veuve en 1730, la jeune femme continue d'élever sa famille tout en secourant les malades et les indigents de Montréal. En 1737, avec trois amies, elle fonde la Congrégation des Soeurs de la Charité dont on se moque en les appelant les « Soeurs Grises », en rappel du commerce illégal de François d'Youville qui vendait de l'eau-de-vie aux Indiens. On allait même jusqu'à accuser tout simplement les quatre femmes de se « griser » d'alcool, par cupidité et jalousie, certains nobles de la société montréalaise de l'époque ne prisant guère l'idée de confier aux religieuses la maison des Frères Charon, rue Saint-Pierre, dans le Vieux Montréal, converti par leurs soins en hôpital général en 1747 et devenu depuis 1981 le siège administratif de la congrégation.

Les Soeurs Grises ont toujours été étroitement associées à la vie religieuse, civile et laïque de la métropole, le choix de leurs oeuvres dictant une orientation d'aide et de service en constante évolution, selon les besoins de la population. C'est ainsi qu'elles s'occupent des Services Lajemmerais qui accueillent les itinérants et les sans abri, du Centre Inter-Val qui reçoit les enfants et les femmes battues, de l'Accueil Bonheur qui offre chaque jour des repas aux démunis. Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa et le maire de Montréal, M. Jean Doré, ont tenu à rendre hommage aux religieuses en leur faisant parvenir hier des messages de remerciement pour ce travail auprès des pauvres. Au nom du pape Jean-Paul II et de l'Église, le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'État au Vatican a également envoyé une lettre d'appréciation pour souligner le 250e anniversaire. « Le pape espère que de nouvelles vocations germeront et s'affermiront », écrit le cardinal.

Ces nouvelles vocations, elles sont moins nombreuses qu'autrefois admet Soeur Létourneau, mais elles sont « davantage solides, réfléchies et librement choisies ». Une quarantaine de jeunes filles venant de partout au Canada reçoivent présentement la formation requise pour constituer une relève qui s'impose, l'âge moyen des 1.100 religieuses étant de plus de 60 ans. Comme nous cherchions à identifier les « novices » parmi les soeurs qui ne portent plus le costume, la supérieure générale nous dit avec humour : « Regardez celles qui ont moins de cheveux gris ! »

Mère Marguerite Létourneau a elle-même 58 ans. Originnaire d'Edmonton, elle dirige la congrégation depuis 1981 et elle devra obligatoirement céder sa place en 1991. Durant toute l'année du quinquante jubilé, elle visitera les maisons des Soeurs Grises réparties dans six provinces : à Montréal (deux), à Nicolet, à Saint-Basile, à Edmonton et à Boston. De même qu'elle fera des visites de courtoisie aux cinq congrégations issues de la première fondation de Marguerite d'Youville : les Soeurs de la Charité de Saint-Hyacinthe fondées en 1840, les Soeurs de la Charité d'Ottawa (1845), les Soeurs de la Charité de Québec (1849), les Grey Nuns of the Sacred Heart de Philadelphie (1921) et les Grey Sisters of the Immaculate Conception de Pembroke en 1926. Des Soeurs Grises oeuvrent également dans des missions dans le Grand Nord, en Afrique, au Japon, en Amérique du sud et aux États-Unis.

Le lancement officiel des fêtes du 250e sera marqué demain soir (jeudi) à Varennes par la célébration d'une messe suivie d'une réception donnée par le maire de la ville, M. Louis-Philippe Dalpé. Une chanson-thème composée par Marcel LeFebvre et interprétée par Marie-Danielle Parent sous le titre « Une simple marguerite » accompagnera partout les cérémonies.

◆ Alfonsin

comparativement au volume d'échange enregistré avec des pays comme le Venezuela, fournisseur de pétrole. La filière du CANDU, pour aider l'Argentine à posséder une usine utilisant pour des fins civiles l'énergie nucléaire, fut surtout une source d'ennuis plutôt que de recettes pour le Canada, dans les années 70 (une transaction qui avait donné lieu à des accusations de corruption).

M. Alfonsin dirigeait l'Union Civique Radicale (UCR) au moment d'être porté au pouvoir à Buenos Aires, en 1983. Ce pays du Cône sud sortait alors de plus de sept années de dictature militaire qui donneront lieu à des procès intentés à plusieurs généraux, une fois la démocratie rétablie. Une loi amnistiant maints responsables de la « sale guerre » a, au printemps, été interprétée comme un signe de faiblesse de la part des élus qui l'ont pilotée. On estime à au moins 9.000, peut-être 30.000, le nombre d'Argentins morts ou disparus durant les années 1976-83, lorsque les militaires étaient au pouvoir.

Inauguré dans l'euphorie, le régime Alfonsin a connu une vague de contestation due surtout à des mesures d'austérité tel le « plan austral ». Le mois dernier, les élections à la Chambre des députés fournissaient l'occasion d'un retour possible du Parti Justicialiste (péroniste) ; l'UCR d'Alfonsin n'y recueillait que 37 % des voix pour ces élections à la Chambre basse.

Le mandat de M. Alfonsin se termine en 1989. Le Président considère

que le pays peut maintenant vivre avec des institutions réformées, après 50 ans d'instabilité. Quels seraient les écueils les plus évidents pour un régime qui renoue avec la démocratie en Argentine ? Trois facteurs comptent surtout dans le paysage politique argentin et peuvent faire et défaire les gouvernements : les forces armées (Alfonsin a dû calmer l'agitation qui reprenait dans les casernes) ; l'éventail des syndicats d'allégeance péroniste (le ministre du Travail Alderete a démissionné, alléguant une politique « anti-ouvrière ») ; l'état de l'économie souvent assaillie par l'inflation, ou risquant l'étouffement en raison de l'importante dette extérieure de \$54 milliards, dont une partie a été renégociée cet été avec les créanciers de l'Argentine.

◆ Les libéraux

tique de l'histoire de la province. En 1935, les libéraux avaient remporté 43 sièges, n'en laissant que cinq aux Tories.

Il est arrivé une seule fois dans l'histoire du Canada qu'un parti ait remporté tous les comtés. En 1935, à l'île-du-Prince-Édouard, les libéraux ont capturé les 30 sièges de l'Assemblée législative.

Pendant toute la durée de la campagne électorale, les Tories avaient tenté de faire des mini-élections dans chacune des 58 circonscriptions, espérant attirer l'attention des électeurs sur les questions et les candidats locaux.

Mais la conduite personnelle et publique du premier ministre Hatfield au cours des dernières années est demeurée le sujet principal des conversations.

« J'ai confiance au sens de fair-play des gens », se contentait de répéter le leader conservateur, ne voulant pas soulever lui-même les points controversés de sa longue carrière.

À quelques occasions, celui qui était premier ministre depuis le plus long temps au Canada a vu des personnes refuser de lui serrer la main et d'autres l'ont même insulté verbalement.

Du côté de l'adversaire libéral, se trouvait un Frank McKenna extrêmement prudent, qui ne dédaignait même pas soulever les questions qui affligeaient déjà la personne du premier ministre, sachant qu'elles se trouvaient déjà sur toutes les lèvres.

Jeune, avocat célèbre, marié avec trois enfants, il était sans besoin de parler l'antithèse du célibataire âgé qui ne fut jamais rien d'autre qu'un homme politique.

Quant au Nouveau parti démocratique, il présentait un candidat dans chacune des 58 circonscriptions pour la première fois de son histoire. Mais, sans se faire d'illusions, il concentrait ses efforts dans une demi-douzaine de comtés, où il croyait avoir quelques chances.

◆ Québec

constituaient des politiques administratives autorisées par la loi et qu'elles n'avaient aucun caractère discriminatoire, arbitraire ou déraisonnable mais visaient plutôt des objectifs de saine administration des finances publiques et de juste répartition des ressources médicales sur l'ensemble du territoire québécois.

Dans sa réglementation de 1984 sur le contingentement, le gouvernement obligeait tous les 20 nouveaux médecins « étrangers », venant s'ajouter aux 30 diplômés d'universités hors du Canada et des États-Unis déjà admis jusque là, à s'engager avec le ministère des Affaires sociales pendant trois ans consécutifs dans une région précise, sous peine d'une amende de \$5.000 par année ou au prorata de la période de non-respect de l'engagement.

La Cour d'appel reconnaît le bien-fondé de la volonté gouvernementale d'assurer la présence d'un plus grand nombre de médecins en régions. Mais, elle signale que pour les internes gradués d'universités canadiennes et américaines, le programme gouvernemental sur le contingentement n'a aucun caractère obligatoire et n'est que volontaire et incitatif, bien qu'il prévoit une rémunération de 115 à 120 % pour le médecin qui accepte de s'éloigner, en plus d'autres avantages marginaux. Pour ce qui est celui qui s'y refuse, le tarif est réduit de 30 % pour les trois premières années de sa pratique. Mais cela ne s'appliquait que pour les médecins ayant étudié au Canada et aux États-Unis, les médecins « étrangers », faut-il le répéter, devant obligatoirement oeuvrer en régions pour trois ans sous peine d'amende.

Le plus haut tribunal du Québec croit qu'en créant ainsi des obligations à une catégorie d'administrés, c'est-à-dire pour des médecins étrangers remplissant des fonctions identiques, la décision gouvernementale n'est pas une politique ou une directive mais plutôt un acte à caractère réglementaire dont la validité nécessite une loi claire. « Si le pouvoir d'adopter des politiques ou directives est quelquefois explicite dans la loi, note le juge Paul-Arthur Gendreau, cela ne change rien à leur caractère propres ; elles auront toujours pour effet de régler l'administration de celui qui édicte et non de toucher aux « droits ou obligations » des tiers. »

Le tribunal constate que la décision ministérielle d'imposer un quota est tout à fait justifiée pour contrôler l'allocation des ressources, mais estime-t-il, le gouvernement a fait beaucoup plus en créant une classe d'individus à qui il fait une obligation particulière, tout en prescrivant une sanction à défaut d'exécution. « C'est là, conclut-il, dépasser l'exercice du pouvoir discrétionnaire de définir des règles budgétaires ou d'élaborer des programmes de contingentement des candidats à la médecine ou en vue d'accroître le nombre de professionnels en régions. » Le tribunal rejette toute la directive de 1984, estimant qu'il n'est pas de son pouvoir de la réécrire ou l'amender pour en

enlever tout l'aspect discriminatoire, arbitraire ou déraisonnable.

En 1985, le gouvernement avait émis une nouvelle directive sur le contingentement en régions, mais celle-ci ne comportait plus de sanctions, ce qui, selon le tribunal ne créait aucune règle légale de comportement et ne modifiait aucun droit ou obligation d'une catégorie d'administrés.

Le Dr Dlugosz contestait aussi ce règlement au motif que le gouvernement ne pouvait limiter le nombre de ses médecins. Mais la Cour d'appel estime que le gouvernement est toujours en droit de limiter les fonds disponibles pour les internes et leur rémunération et qu'il pouvait très bien le faire par une directive. Cette politique, opine enfin le tribunal, « est parfaitement compatible et conforme avec les pouvoirs et devoirs conférés par la loi au ministre des Affaires sociales », lui permettant d'établir des normes applicables en matière de services, d'équipement, de finance, de personnels et autres ; cette politique tient aussi compte de la loi sur les services de santé et services sociaux, qui oblige le ministre à répartir les services et ressources humaines et financières de la façon la plus juste et rationnelle possible.

◆ Arias

de trahir l'humanité toute entière », a-t-il ajouté à l'adresse des autres signataires du plan de paix.

Devant de nombreux journalistes, M. Arias a déclaré que le prix Nobel récompensait en fait « le Costa Rica, mon peuple, parce que je n'ai été que l'interprète de ses valeurs et de ses traditions ».

« C'est le plus beau jour de ma vie », a encore déclaré M. Arias avant d'ajouter qu'il consacrerait le montant du prix Nobel de la Paix (environ \$360.000) à la création d'une fondation chargée de venir en aide « aux plus pauvres et aux plus déshérités ».

L'annonce de l'attribution du Prix Nobel de la Paix au président Arias a donné lieu à des scènes de joie collective dans tout le Costa Rica. Des milliers d'étudiants et de salariés se sont rassemblés spontanément près de la présidence pour ovationner M. Arias.

Universitaire rigoureux, homme politique audacieux, mais par-dessus tout héraut de la paix et de la justice dans une région meurtrie par la guerre, le président costaricien Oscar Arias, 46 ans, a été mardi le premier homme politique latino-américain à se voir décerner le Prix Nobel de la Paix.

Petit, basané et le cheveu noir et dru, le verbe lapidaire, Oscar Arias se montre parfois timide, souvent agressif, mais toujours orgueilleux et décidé à jouer dans l'histoire un rôle dépassant largement les frontières de son petit pays.

Universitaire de formation, Oscar Arias est diplômé en droit, en sciences politiques et en économie. Après des études à l'Université du Costa Rica et à Londres, il s'est consacré plusieurs années à l'enseignement dans les universités du Costa Rica.

De son passé universitaire, Oscar Arias a conservé une discipline de fer qui lui aura été bien utile ensuite en politique, dans les rangs du Parti de Libération Nationale (PLN, social-démocrate) au fondateur duquel, M. José Figueres, il voue une particulière admiration.

Mais, afin de se tailler une place dans la vie politique costaricienne, Oscar Arias n'a pas hésité en 1985 à affronter Figueres lors de la pré-campagne pour l'élection présidentielle de février 1986. Faisant valoir la nécessité d'une relève dans le parti et d'un changement de leader pour assurer l'adaptation du PLN aux exigences de l'époque, Oscar Arias devint obtin de mener son parti à la bataille.

Après son élection avec 52 % des suffrages, le désir de maintenir la paix au Costa Rica et la conviction que cet objectif dépasse les frontières nationales n'ont pas cessé de l'animer.

Le président Ronald Reagan a félicité hier le président du Costa Rica, mais cette attribution, estiment les observateurs, se produit à un mauvais moment pour ses efforts en vue d'obtenir du Congrès la poursuite d'une aide militaire des États-Unis aux Contras nicaraguayens.

« Je le félicite », a déclaré M. Reagan interrogé sur la décision des parlementaires norvégiens. Son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Frank Carlucci, a ajouté : « C'est une récompense bien méritée ».

La Maison-Blanche s'est toutefois gardée d'autres commentaires pour l'instant. En fait, soulignent les observateurs, elle n'a jamais caché ses réserves à l'égard du plan de paix centre-américain pour lequel M. Arias, qui en fut le principal artisan, vient d'être récompensé. Or, le prix Nobel apporte à ce plan une sorte de garantie morale internationale, comme l'a souligné le président du Conseil permanent de l'Organisation des États Américains, l'ambassadeur panaméen Roberto Leyton, qui a affirmé hier que le prix constitue « un message moral qui renforce la teneur de l'accord signé par les cinq présidents de la région ».

Il y a moins d'une semaine, le président Reagan avait déclaré devant la même OEA que le plan de paix, qui doit entrer en vigueur le 7 novembre, est certes un « pas dans la bonne direction » mais ne tient pas suffisamment compte des objectifs de sécurité des États-Unis dans la région, notamment en ce qui concerne la présence au Nicaragua de conseillers soviétiques et cubains. Surtout, le président américain avait réaffirmé sa volonté de continuer à aider militairement les rebelles anti-sandinistes au Nicaragua tant que le gouvernement de ce pays n'aurait pas négocié directement un cessez-le-feu avec eux. Ces négociations directes ne sont pas prévues dans le plan et avaient été rejetées le lendemain, dans un discours à l'ONU, par le chef du gouvernement sandiniste, M. Daniel Ortega.

A SURVEILLER

Cinquième d'une série de six rencontres animées par le P. Jean l'Archevêque sur « L'actualité des apôtres » ce soir à 19 h 30 au Gesù (1200 Bleury - Métro Place-des-Arts). 866-2305.

Première de deux causeries sur l'histoire du Québec intitulée « La lutte contre la pauvreté au XIXe siècle » aujourd'hui à 13 h 30 avec Mme Huguette Lapointe-Roy au pav. Lemaître du Collège Jean-de-Brébeuf (3625 Deceles). 342-1624.

Les Ateliers Dire offrent une nouvelle session d'ateliers de croissance, en gestalt d'approche légère ce soir à 19 h pour toute personne qui ne s'affirme pas assez, trop ou mal (46 ouest Lemoyne - Vieux Longueuil). 646-1044.

Le Module Jeunesse du CLSC Samuel de Champlain offre une activité de détente pour les adolescents, le mercredi soir de 18 h 30 à 21 h. Il faut cependant s'inscrire, Suzanne ou Christine 465-4452.

Le groupe écologique Crivert de Valleyfield organise une soirée d'information sur l'irradiation des aliments ce soir à 19 h 30 au Chalet du Parc Sauvage à Valleyfield (28 rue St-Paul). 371-2492.

L'Ass. Médicale pour l'Amérique latine et les Caraïbes annonce sa conférence mensuelle avec Manuel Angel Castillo sur le phénomène des migrations au Guatemala ce soir à 19 h 30 (8865 St-Denis). 272-7519.

Conférence intitulée « L'opéra, un art de scène » avec Pierre-Yvon Lavoie, ce soir à 19 h 30 à l'Octogone de LaSalle (1080 ave Dollard). 367-1000, poste 387.

L'Ass. Culturelle T.X. Renaud vous invite à une conférence-débat du prof. Michel Brunette intitulée : « L'Art à Rome au XVIIIe siècle sous le mécénat des papes » ce soir à 20 h à la Bibliothèque Nationale (1700 St-Denis - Métro Berri). 332-4126.

Conférence sur la réorganisation du travail de bureau face à l'implantation d'ordinateurs avec Céline St-Pierre et Monique de Séve, ce soir de 18 h à 20 h au siège social du C.N. (935 de la Gauchetière, 2e étage - Métro Bonaventure). 866-9941, poste 67.

Le Consulat général du Japon à Montréal invite la population à visionner ce soir à 20 h *Shukui* (version originale, sous-titres anglais) à l'auditorium Frank Dawson Adams de l'Un. McGill (3450 Université - 2e étage - Métro McGill).

La Société de philosophie de Montréal présente une table ronde sur la philosophie et musique avec Anne-Mette Hjort, Claude Lévesque et Ghyslain Guertin ce soir à 20 h à la salle B-2305 du Pav. 3200 de l'Un. de Montréal (3200 Jean-Brillant).

L'École Polytechnique de Mtl accueille le Dr Jean-Paul Jacob qui parlera de « l'intelligence artificielle et ordinateur : union ou duel ? », aujourd'hui à 11 h 30 à

l'amphithéâtre Bell (C-631). 340-4915.

Conférence de M. F. Pierre Dussault sur « La recherche externe à l'IRST, bilan et perspectives » le jeudi 15 octobre à 12 h 30, salle 1201 (505 boul. de Maisonneuve O.). 288-1551, poste 205.

Le Centre culturel de Longueuil vous invite à une série de trois petites causeries sur les fleurs des sous-bois de conifères (14 oct.), les fleurs de tourbières et de lieux humides (21 oct.) et Léonard de Vinci (28 oct.) chaque mercredi à 14 h (100 St-Laurent O.). 646-8610.

Conférence de Marguerite Dufour sur le thème de « Un jour pour réussir ce soir à 20 h au sous-sol de l'église Ste-Bibiane (3301 Dandurand). 276-3860.

Le Centre Interculturel Monchanin présente une série de 6 soirées examinant certaines questions de fond que suscite l'arrivée de groupes de réfugiés les mercredis soirs à compter du 14 octobre de 19 h à 22 h (4917 St-Urbain). 288-7229.

Le Cercle du Graal de la région de Montréal organise une soirée de réflexion s'inspirant de l'oeuvre spirituelle « Dans la lumière de la vérité » ce soir à 19 h 30 au C.O.F.I. Nord (8305 St-André - Mtl). 687-4779.

Dans le cadre de la Semaine de la Paix, projection du film *comme l'écureuil* ce soir à 19 h 30 au local C-2325 du Pav. 3200 Jean-Brillant de l'Un. de Mtl. 343-6394.

Conférence donnée par Philippe Mailhebaud sur « L'approche globale de la santé » ce soir à 19 h à l'auditorium du Cégep de Maisonneuve (3800 Bourdonnière). 872-2200.

Les midis-causeries de la Bibliothèque municipale de St-Laurent ont invité Del Foxton, qui parlera (en anglais) de l'entretien et de préservation du cuir et du suède (vêtements et chaussures) aujourd'hui à midi (1380 de l'Église).

Le Groupe d'entraide aux pères et de soutien à l'enfant tient sa réunion mensuelle ce soir avec M. Jean Archambault, invité, qui parlera de l'approche sécuritaire des polytoxicomanes anonymes ce soir à compter de 19 h au Centre St-Pierre (1212 Panet - Métro Beaudry). 325-1512.

Pré-Vaction Mtl-Nord offre aux résidents de la ville la possibilité de recevoir gratuitement à domicile une personne ou des documents sur la prévention du crime. Anne ou André 328-4175.

Collecte de sang de la Croix-Rouge à Mtl au Centre Permanent (3131 Sherbrooke E.) de 10 h à 20 h ; au Cégep Bois-de-Boulogne (10500 Bois-de-Boulogne) de 10 h à 16 h ; à l'Édifice de la Sun Life, local 236 (1155 Metcalfe) de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 ; au Conseil Central de la Société St-Vincent-de-Paul (1930 Champlain) de 14 h 30 à 20 h ; et à Nicolet à l'Institut de Police du Québec (350 ave Youville), de 14 h à 20 h 30.

SPORTS

Murray Cook à la barre des Reds de Cincinnati

TAMPA, Floride (AP) — Le propriétaire des Reds de Cincinnati, Marge Schott, a annoncé, hier, la nomination de Murray Cook au poste de directeur général de l'équipe de la Ligue nationale de baseball. Cook, l'ex-directeur général des Expos, prend la relève de Bill Bergesch qui a été congédié même si l'équipe a pris la deuxième place dans la section Ouest.

La nouvelle a été annoncée lors d'une conférence de presse au cours de l'après-midi. Les officiels de l'équipe sont réunis à Tampa pour participer à la réunion annuelle des membres de l'organisation.

« Il faut qu'une organisation ait de la stabilité et de la continuité pour qu'elle soit compétitive à tous les ans. Ce n'est pas nouveau, ni dramatique. On ne gagne pas le championnat d'une année à l'autre en allant chercher du renfort à l'extérieur », a-t-il révélé après avoir souligné qu'il est content « de revenir dans le feu de l'action ».

« Cette organisation a eu du succès dans le recrutement, la signature et le développement des joueurs. Mais nous savons tous qu'il n'y a qu'une place où terminer, et c'est au premier rang », a-t-il ajouté.

Cook, 46 ans, mettra l'accent sur le recrutement et le développement des joueurs. Il a quitté les Expos, le 11 août, en invoquant des raisons personnelles pour remettre sa démission. Il désirait s'occuper davantage de ses enfants. Lui et Bergesch ont travaillé ensemble dans l'organisation des Yankees de New York. À titre de vice-président, Bergesch a été responsable des opérations baseball des Yankees durant cinq ans avant d'accepter la direction générale des Reds, il y a trois ans.

Bergesch a été secoué en apprenant son congédiement. Il n'avait reçu indication qu'il ne serait pas de retour l'an prochain.

« On ne m'a rien dit. En fait, nous avons eu plusieurs entretiens pour se préparer en vue de la prochaine saison », a-t-il révélé.

Le congédiement de Bergesch intrigue autant qu'il surprend car Marge Schott avait affirmé au *Cincinnati Inquirer*, il y a une semaine, que Pete Rose et Bergesch resteraient en poste. Bergesch dit qu'il avait parlé à Schott à la fin de la semaine. « Il m'a semblé que tout allait bien », a-t-il révélé.

Les Reds ont pris la deuxième place de la section Ouest en conservant un dossier de 84-78 pour terminer à six parties des Giants de San Francisco. Bergesch a fait l'objet de plusieurs critiques pour avoir refusé d'échanger une des jeunes vedettes de l'équipe en retour d'un lanceur. Les Giants, eux, ont effectué plusieurs échanges pour devancer les Reds.

Ironie du sort, Bergesch s'est bâti une bonne réputation en effectuant une série de bons échanges. Il a acquis le troisième-but Buddy Bell, le receveur Bo Diaz et le droitier Bill Gullickson. Avant l'arrivée de Bergesch, ils avaient terminé cinquième lors des trois saisons précédentes. Ils ont pris la deuxième place au cours des trois dernières saisons.

Pete Rose, le gérant des Reds, a assisté à la conférence de presse, hier. Il s'est dit prêt à travailler avec Cook pour améliorer l'équipe.

« J'espère que je peux aider. Je sais mieux que quiconque ce qu'il nous faut », a-t-il affirmé.

« Il faut assurer la relève », clame Jean Perron

Gaston Gingras échangé aux Blues de St. Louis

■ Le Canadien obtient Larry Trader en retour

GUY ROBILLARD

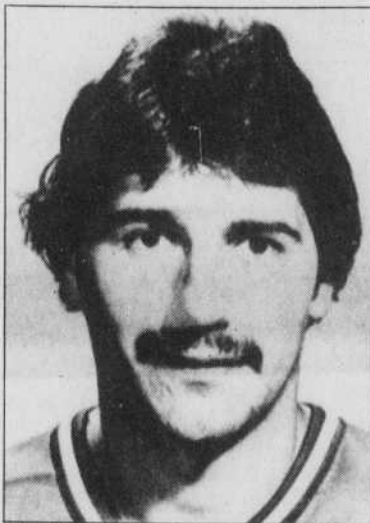
(PC) — Gaston Gingras, 28 ans, a été échangé aux Blues de St. Louis en retour de Larry Trader, 24 ans, parce qu'il faut faire place à Scott Sandelin, 23 ans, et assurer la relève en général à la défense du Canadien.

« Il faut former des défenseurs, a expliqué Jean Perron, conscient de l'âge avancé de Larry Robinson et Rick Green, et ça ne se fera pas en gardant Sandelin sur le bout du banc ».

« Il faut faire jouer Sandelin », a renchéri Serge Savard.

Trader, qui devait arriver en soirée hier, restera à Montréal. « Et il y a un gars comme André Villeneuve (24 ans), à qui il va falloir trouver une place. Je n'ai pas du tout abandonné dans son cas », a ajouté Perron, et il va actuellement très bien à Sherbrooke ».

Mais l'âge n'est pas tout dans le cas de Gingras et les succès de Petr Svoboda, alliés aux belles promesses de Mathieu Schneider, le rendaient



Gaston Gingras

moins indispensable sur le jeu de puissance. Et en l'absence de Larry Robinson, puis maintenant Rick Green, le Canadien avait besoin de défenseurs fiables.

« Il était mêlé, il voulait trop en faire, a expliqué Perron au sujet de Gingras. Il lui manquait ce déclenchement-là, a-t-il ajouté en se pointant le cerveau... Surtout dans la zone neutre, où il se mettait à patiner soudainement... Ou encore, quand il était loin de la rondelle, il gelait ».

Portrait de Schneider
Celui qui le remplacera, Trader, avait été recommandé à Dave King par Jean Perron pour participer aux Jeux olympiques de Sarajevo en 1984, mais c'est la saison dernière qu'il a oeuvré au sein de cette équipe. Il a aussi joué 55 matches pour les Red Wings de Detroit en 1982-83 et 1984-85 et cinq autres pour les Blues la saison dernière. En 1985-86, son style est plutôt offensif, comme la majorité des défenseurs d'aujourd'hui. Tout de même, l'entraîneur du Canadien estime qu'il est « très fiable ».

« Il ressemble un peu à Sandelin, explique-t-il, mais il possède un bien meilleur lancer frappé et il est bon avec la rondelle ».

Considérations futures...
À St. Louis, le directeur général Ronald Caron a pourtant expliqué avoir fait l'acquisition de Gingras, repêché par le Canadien du temps où il était directeur du recrutement, pour renflouer un jeu de puissance déficient, notamment en l'absence de Brian Benning, blessé. Les Blues

connaissent un début de saison difficile avec deux défaites en autant de rencontres et ils ont déjà accordé 12 buts. Caron tenait à Gingras au point d'inclure dans la transaction une inversion des choix de troisième ronde si les Blues terminent plus loin au classement, ce qui devrait être le cas, en 1988 ou 1989.

Gingras s'est dit heureux de la transaction et il est reconnaissant au Canadien de lui donner l'occasion de relancer sa carrière une fois de plus. Mais avec deux ans à écouler à son contrat, il louche toujours vers l'Europe.

Perron s'attend à ce que la transaction lui vienne en aide, en lui enlevant la pression du Forum qui pèse plus lourd sur les francophones.

« Il nous a donné une bonne saison et demie à son retour à Montréal, a-t-il analysé, et nous en sommes bien heureux. De notre côté, nous l'avons remis d'aplomb et nous lui permettons de prolonger sa carrière de quelques années. Quand il est revenu de l'organisation des Maple Leafs de Toronto, il était nul sur le plan hockey et nous en avons refait un joueur de la Ligue nationale. Il faut aussi lui donner beaucoup de crédit dans les circonstances ».

■ La blessure à l'aine de Rick Green ne semble pas sérieuse et il pourrait patiner demain.

BASEBALL

SÉRIE DE CHAMPIONNAT (4 de 7)

Ligue nationale

Mardi

St. Louis 5, San Francisco 3

Mercredi

San Francisco 5, St. Louis 0

Vendredi

St. Louis 5, San Francisco 5

Samedi

San Francisco 4, St-Louis 2

Dimanche

San Francisco 6, St. Louis 3

(San Francisco mène 3-2)

Hier

St. Louis 1, San Francisco 0

(La série est égale, 3-3)

Ce soir

San Francisco à St. Louis 20 h 25

(Hammaker 10-10) (Magrane 9-7)

Ligue américaine

Mercredi

Minnesota 8, Detroit 5

Jeudi

Minnesota 6, Detroit 3

Samedi

Detroit 7, Minnesota 6

Dimanche

Minnesota 5, Detroit 3

Hier

Minnesota 9, Detroit 5

(Minnesota gagne la série 4-1)

Le match décisif sera disputé ce soir, à St. Louis

Cards et Giants à la limite



ST. LOUIS (AP) — Les Cards de St. Louis ont porté la série de championnat de la Ligue nationale à la limite de sept matches en battant les Giants de San Francisco 1-0 devant 55,331

personnes, hier soir. Le dernier match aura lieu à St. Louis, ce soir.

Jose Oquendo a produit le seul point du match, à la deuxième, à l'aide d'un ballon sacrifice. Il a per-

mis à Tony Pena de marquer du troisième but lorsque Candy Maldonado a effectué un relais hors cible après avoir saisi la balle qui n'était pas frappée profondément dans la droite. Pena avait pris place sur les sentiers à la suite d'un triple chanceux.

John Tudor a remporté la victoire. Il a alloué six coups sûrs en sept manches et un tiers tandis que son rival, Dave Dravecky, un autre gaucher, a retiré huit frappeurs au bâton en six manches pour réaliser un sommet personnel cette saison. Son record de 16 manches consécutives sans point lors des séries de championnat s'est terminé lorsque Pena a marqué le point victorieux. Il a frappé un coup en flèche qui semblait facile pour Maldonado mais le voltigeur est tombé au sol en fonçant vers la balle.

Après un retrait, Pena a croisé le marbre quand le receveur Bob Melvin s'est déplacé vers le troisième but pour capter le relais de Maldonado à la suite du ballon d'Oquendo. Il aurait été retiré si Maldonado avait été plus précis.

Ken Dayley, qui n'a pas alloué un seul point mérité en 16 manches lors des séries d'après-saison, a remplacé le receveur Todd Worrell pour protéger la victoire. Il s'est amené après un retrait, à la neuvième. Il n'y avait aucun coureur sur les buts lorsque le gérant Whitey Herzog lui a remis la balle pendant que Worrell se dirigeait vers le champ droit où il a terminé la rencontre.

Le match a été disputé par temps frais devant plus de 55,000 partisans. Ils portaient des vêtements rouges et avaient apporté des couvertures rouges tandis qu'ils brandissaient des mouchoirs blancs. La foule a réservé un accueil bruyant à Jeffrey Leonard, le puissant frappeur des Giants. Des amateurs lui ont même lancé de la bière dans le coin du champ gauche lorsqu'il s'est approché des gradins à la suite d'un coup hors ligne.

Le jeu a été interrompu à deux reprises, à la deuxième, lorsque des

amateurs ont lancé des cloches vers Leonard. Des agents de sécurité ont été dépêchés dans les gradins du champ gauche pour ramener l'ordre.

Les Giants ont manqué une bonne chance de compter, à la cinquième, lorsque Melvin et Jose Uribe ont réussi des simples pour amorcer la manche. Dravecky a alors déposé un amorti mais Terry Pendleton s'est retourné vivement pour retirer Melvin au troisième but en effectuant un relais précis. L'instructeur Don Zimmer a contesté la décision de l'arbitre Dave Pallone mais rien n'y a fait. Tudor a ensuite obligé Robby Thompson et Kevin Mitchell à frapper des ballons pour mettre fin à la menace.

Tudor, 10-2 en saison régulière, avait subi la défaite lors du deuxième match de la série en allouant 10 coups sûrs et cinq points en huit manches.

Le gagnant du match de ce soir affrontera les Twins du Minnesota lors de la Série mondiale à compter de samedi.

GIANTS	ab	p	cs	pp	CARDS	ab	p	cs	pp
Thmpsn 2b	3	0	0	0	Coleman cg	4	0	0	0
Mitchll 3b	4	0	1	0	Smith ac	4	0	0	0
Leonard cg	3	0	1	0	Herr 2b	3	0	2	0
Maldnd cd	3	0	0	0	Lindnn 1b	3	0	2	0
Aldrete cd	1	0	0	0	Pendln 3b	3	0	0	0
Davis cc	4	0	0	0	Pena r	3	1	0	0
WClark 1b	3	0	0	0	McGee cc	3	0	0	0
Melvin r	3	0	3	0	Oquend cd	2	0	1	0
Milner cs	0	0	0	0	Worrell i	0	0	0	0
Robinn i	0	0	0	0	Tudor i	2	0	0	0
Spilma fs	0	0	0	0	Morris cd	1	0	0	0
Spier fs	1	0	0	0	Dayley i	0	0	0	0
Uribe ac	3	0	1	0					
Dravecky i	2	0	0	0					
Brenly r	1	0	0	0					
Totaux	31	0	6	0	Totaux	28	1	5	1

San Francisco 000 000 000—0
St. Louis 010 000 00x—1
Point victorieux — Oquendo (1).
LSB—San Francisco 8, St. Louis 4, 3B—Pena.
S—Uribe, BS—Oquendo.

San Francisco	ML	CS	P	PM	BB	RB
Dravecky P, 1-1	6	5	1	1	0	8
Robinson	2	0	0	0	0	1
St. Louis						
Tudor G, 1-1	7	1	3	6	0	3
Worrell	1	0	0	0	0	2
Dayley S, 2	2	3	0	0	0	1
D — 3.09, A — 55.331.						

HOCKEY

Ligue nationale

Dimanche

Boston 5, Hartford 2

Chicago 5, Philadelphia 3

Edmonton 9, Los Angeles 2

Lundi

Québec 5, Montréal 2

Rangers 4, Minnesota 2

Detroit 3, Vancouver 2

Winnipeg 3, Calgary 2

Hier

Pittsburgh 8, Buffalo 3

Ce soir

Hartford à New Jersey

Toronto à Minnesota

St. Louis à Chicago

Calgary à Edmonton

Jeudi

Islanders à Philadelphia

Rangers à Pittsburgh

Boston à Los Angeles

Vendredi

Hartford à Washington

Québec à Buffalo

Montréal à New Jersey

Toronto à Detroit

Edmonton à Calgary

Samedi

Boston à Edmonton

New Jersey à Hartford

Buffalo à Québec

Pittsburgh à Montréal

Philadelphia à Islanders

Rangers à Washington

Detroit à Toronto

Chicago à St. Louis

Winnipeg à Minnesota

Dimanche

Boston à Calgary

Pittsburgh à Philadelphia

Winnipeg à Chicago

Vancouver à Los Angeles

Les meneurs

(Parties d'hier non comprises)

b a pts

Goulet, Qué... 6 4 10

P. Stashny, Qué... 2 7 9

Gartner, Was... 6 1 7

Naslund, Min... 0 7 7

Lafrate, Tor... 2 4 6

Gretzky, Edm... 1 5 6

T. Murray, Chi... 1 5 6

Adams, Van... 5 0 5

Neely, Bos... 4 1 5

Dionne, Ran... 3 2 5

Messier, Edm... 3 2 5

Brown, Qué... 2 3 5

Lafranière, Qué... 2 3 5

Poddubny, Ran... 2 3 5

LaRouche, Ran... 1 4 5

Tanti, Van... 0 5 5

LIGUE NATIONALE

Conférence Prince-de-Galles

Section Charles Adams

pj g p n bp bc pts

QUÉBEC..... 3 3 0 0 16 8 6

BOSTON..... 3 2 1 0 14 11 4

MONTREAL..... 3 1 1 1 10 10 3

BUFFALO..... 4 1 2 1 14 21 3

HARTFORD..... 3 0 3 0 5 16 0

Section Lester Patrick

RANGERS NY..... 3 2 0 1 14 8 5

ISLANDERS NY..... 2 2 0 0 11 2 4

PITTSBURGH..... 3 1 1 1 15 13 3

PHILADELPHIE..... 3 1 1 1 10 11 3

NEW JERSEY..... 2 1 1 0 8 8 2

WASHINGTON..... 3 1 2 0 14 14 2

Conférence Clarence Campbell

Section James Norris

TORONTO..... 2 2 0 0 12 7 4

DETROIT..... 3 2 1 0 8 8 4

CHICAGO..... 3 1 2 0 14 16 2

MINNESOTA..... 3 0 2 1 8 11 1

ST. LOUIS..... 2 0 2 0 4 12 0

Section Connie Smythe

WINNIPEG..... 2 2 0 0 8 3 4

EDMONTON..... 2 1 1 0 10 6 2

VANCOUVER..... 3 1 2 0 11 12 2

CALGARY..... 3 1 2 0 8 9 2

LOS ANGELES..... 3 1 2 0 7 15 2

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC

Dimanche

Hull 5, Laval 4

T-Rivières 6, Chicoutimi 5

Granby 5, Verdun 4

Vict'ville 5, Drum'ville 2

Lundi

Laval 9, Shawinigan 7

Hier

Hull 6, St-Jean 2

T-Rivières 5, Vict'ville 1

Ce soir

Shawinigan à Chicoutimi

Jeudi

St-Jean à Granby

Vendredi

Laval à Chicoutimi

Hull à Drummondville